

Citation style

James, Bertille : recension de : Ariane Knüsel, China's European Headquarters. Switzerland and China during the Cold War, Cambridge, United Kingdom : Cambridge University Press, 2022, dans : Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, 75 (2025), 1, p. 188-190, <https://recensio-stag.lorax.syslab.com/r/ac79c3c6232f41e5b05bf3dfbcf2c09b>



copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

biometrics, and a leading eugenicist. The chapter focuses on Yuan Yijin, a student of John B. Grant at the Peking Union Medical College who together used statistical approaches for adapting health programs in China. Chapter 3 introduces the post-World War I League of Nations Health Organization that further implemented statistics as part of health programs in China and around the world. Chapter 4 shows how private organizations like the Millbank Memorial Fund popularized the concept of public health experimental stations in limited rural areas in New York State and in Ding Xian near Beijing.

These developments were interrupted by the Japanese invasion of China in 1937, and chapters 5 and 6 examine how wartime organizations like the United Nations Relief and Rehabilitation Administration and post-war ones like the WHO were successful in some episodes of using statistics to understand and intervene in real world health problems while being «undermined by geopolitics and administrative constraints» (p. 22) in others. Chapter six usefully focuses on malaria and tuberculosis control problems in the Republic of China on Taiwan.

Chapter 7 picks up on recent research by Arunabh Ghosh on the use of statistics in the People's Republic of China to explore how withdrawing from the WHO after liberation in 1949 did not mean an end to the collection of vital and health statistics. At times statisticians were persecuted and constrained in their work at the height of political movements even when PRC statistics (sometimes grossly inflated or deflated by local cadres) were expected to represent local conditions and inform policy interventions.

Most informed readers in the twenty-first century would expect a book on this subject to address it using the Foucauldian concept of biopower. In contrast, Lin says «I hope to open a fresh chapter in the debate on the use of statistics for policymaking, which has been monopolized by political and social scientists for far too long» (p. 8). A short summary of the work of Nikolas Rose and others inspired by Michel Foucault reveals a limited understanding of the thrust of this work. This tradition does not «presume [...] that actors trusted and lauded the capacities of statistics» (p. 8). The agency of individuals is not the focus in the Foucauldian tradition, just as there is no individual agency in the population level statistics of public and global health. The focus is on the history of ideas and how such conceptions of governability became possible. Yet the theme of the book on the historical context of the creation of statistics as the language of global health actually supports the Foucauldian analysis: what mattered where not individual activities but rather transformations of how it was possible to think about that which can be governed and how governments and powerful institutions might try to intervene. Statistics create fields of governability, not individual actors.

David Luesink, Fairfield CT

Ariane Knüsel, **China's European Headquarters. Switzerland and China during the Cold War**, Cambridge: Cambridge University Press, 2022 (Cambridge Studies in the History of the People's Republic of China), XIV+311 pages, 17 illustrations.

L'excellent ouvrage d'Ariane Knüsel constitue l'un des rares travaux universitaires offrant un éclairage sur les relations entre la Chine et la Suisse durant la Guerre froide. Comme le souligne Knüsel, l'histoire des relations sino-suisse n'a, jusque-là, que rarement fait l'objet d'études, remarque qui vaut d'ailleurs pour les liens de la Chine avec l'ensemble des nations d'Europe de l'Ouest. Cependant, étudier les rapports entre la Chine et la Suisse durant les deux premières décennies de la Guerre froide devient particulièrement pertinent en considérant que la Confédération helvétique, pays neutre,

était l'un des rares États d'Europe de l'Ouest à avoir maintenu des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine nouvellement établie. Avec trois premiers chapitres chronologiques et un dernier chapitre thématique examinant les activités d'espionnage menées par la Chine depuis la Suisse et la réponse offerte par Berne, le livre retrace ainsi l'histoire des échanges, surtout diplomatiques et économiques, opérés entre ces deux États entre 1949 et 1976, dates marquant l'avènement de la Chine Populaire et la mort de Mao Zedong.

Le principal argument de Knüsel est que, si son ambassade à Berne prend une certaine importance pour le gouvernement chinois, c'est parce qu'elle devient son *hub* en Europe de l'Ouest, d'où elle conduit des activités commerciales, de propagande et d'espionnage. Ainsi, le développement des relations sino-suisse, en elles-mêmes, n'avait qu'un intérêt limité pour la Chine. Au cours des années 1950, ce *hub* était surtout de nature commerciale, la Chine faisant face à un embargo sur l'importation de technologies avancées occidentales et n'ayant pas établi de relations diplomatiques avec la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Entre 1955 et 1965, la diffusion de propagande pro-maoïste en Europe de l'Ouest s'accélérait, alors que la Chine menait une compétition idéologique avec l'Union Soviétique. Si les diplomates suisses à Pékin bénéficiaient d'un traitement plus favorable que celui accordé à la plupart des autres ambassades durant la révolution culturelle, l'ambassade de Chine à Berne perdait très rapidement sa qualité de *hub* européen après 1973. En effet, la Chine avait alors rétabli ses relations diplomatiques avec la plupart des gouvernements ouest-européens.

Knüsel met très justement en avant que pour le gouvernement suisse, les relations avec la Chine revêtaient également une importance mineure, surtout d'ordre commercial. Jusqu'aux années 1970, l'intérêt des entreprises suisses pour la Chine était très limité, malgré le fait que l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la Suisse leur offrait un avantage par rapport à leurs concurrents occidentaux. Ainsi, le marché chinois restait de taille négligeable, tandis que l'instabilité politique en Chine rendait les entreprises commerciales risquées et que d'autres marchés, notamment avec les États-Unis, étaient largement prioritaires. Outre ces perspectives commerciales initialement de moindre importance, le travail de l'Ambassade suisse à Pékin se révélait particulièrement ardu. Une des raisons majeures identifiées par Knüsel résidait ainsi dans le manque de connaissance de la Chine par les diplomates suisses et, surtout, de la langue chinoise. Leur rôle à Pékin était donc très passif.

Un autre des thèmes récurrents de l'ouvrage concerne les difficultés, pour la Suisse, à appliquer ses préceptes de neutralité dans un contexte de Guerre froide. Alors que les relations entre l'Est et l'Ouest se tendaient et que le gouvernement suisse cherchait lui-même à endiguer la « menace rouge » sur son territoire, le Conseil fédéral ne pouvait pas faire abstraction des réactions des États-Unis lors de la reconnaissance de la Chine Populaire ou encore dans le contexte de l'établissement de relations commerciales avec elle. En ce qui concerne les droits de l'homme, l'asile accordé à certains réfugiés tibétains, en phase avec la tradition d'accueil humanitaire de la Suisse, devenait également un sujet important de friction avec le gouvernement chinois, en particulier durant la révolution culturelle. De plus, la neutralité de la Suisse se voyait également mise à l'épreuve dans le contexte des activités d'espionnage que la Chine menait depuis son territoire, la Suisse souhaitant simultanément conserver de bonnes relations avec la Chine et sa réputation de pays neutre, tout en craignant pour sa propre sécurité.

L'un des points forts du travail de Knüsel réside indéniablement dans la grande variété de documents d'archives consultés, non seulement en Suisse, mais aussi en Chine, en Allemagne, au Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Si, comme le mentionne l'auteure dans son introduction, l'utilisation de sources d'archives chinoises est parcellaire du fait de la censure, elle fait par exemple usage de mémoires rédigés en chinois. Ainsi, cette diversité de sources lui permet de donner une large image des relations sino-suisse, que ce soit au niveau diplomatique, économique, de l'accueil des réfugiés tibétains ou des pratiques d'espionnage et de contre-espionnage. En ce sens, elle remplit parfaitement son objectif de prouver que la Guerre froide se construit dans des champs très variés et que le développement des relations sino-suisse contribua à permettre à ces deux gouvernements de devenir des acteurs à part entière de ce conflit. Un des éléments mineurs que l'on pourra cependant regretter consiste dans le fait qu'elle n'ait pas toujours utilisé pleinement son large éventail de sources non-suisse pour démontrer de manière plus approfondie comment les autres gouvernements occidentaux percevaient ou utilisaient ce *hub* helvétique.

Pour conclure, l'ouvrage de Knüsel constitue une contribution importante, à la fois à l'histoire des relations entre la Chine et l'Europe, à l'histoire suisse et à l'histoire globale de la Guerre froide. Il met en lumière la manière avec laquelle ces deux pays que tout oppose utilisèrent leurs relations pour promouvoir leurs intérêts géopolitiques et économiques.

Bertille James, Munich

Sacha Zala, Yves Steiner, Dominik Bär (Hg.), *Die Schweiz und die NNSC. Diplomatische Dokumente der Schweiz zur Geschichte der Neutral Nations Supervisory Commission in Korea 1951–1995*, Bern: Dodis 2023 (Quaderni di Dodis – fonti, Bd. 24), 414 Seiten.

Am 13. Dezember 1951 wurde der Bundesrat unvermittelt mit einer aussenpolitischen Herausforderung konfrontiert, die an den Grundfesten des Sonderfalls der schweizerischen Neutralität nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges rütteln sollte. In einer Depesche des schweizerischen Gesandten in Washington wurde die Schweiz angefragt, ob sie bereit sein würde, im Falle des Abschlusses eines Waffenstillstandsabkommens im laufenden Koreakrieg als Teil der von den USA vorgeschlagenen neutralen Waffenstillstandskommission mitzuwirken. Vor dem Hintergrund der gerade auch von den USA geschürten negativen Reputation der Neutralität im Nachgang des Zweiten Weltkrieges erschien diese amerikanische Anfrage auf den ersten Blick als durchaus attraktiv, stellte aber den Bundesrat angesichts des besonderen Konstrukts der vorgesehenen Überwachungskommission vor die heikle Aufgabe, zwischen der strikten Anwendung der geltenden Neutralitätsdefinition und einer pragmatischen «Chancennutzung» zugunsten einer künftigen Friedenslösung im ersten «heissen Krieg des Kalten Krieges» zu navigieren.

Die Forschungsstelle *Diplomatische Dokumente der Schweiz* (Dodis) ist die Kompetenzstelle für die Geschichte der internationalen Beziehungen und der Aussenpolitik der Schweiz. Neben der systematischen Edition der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* (DDS) gibt Dodis auch thematische Quelleneditionen unter der Schriftenreihe *Quaderni di Dodis – fonti* heraus. Der vorliegende Band entstand vor dem Hintergrund der nunmehr 70-jährigen militärischen Präsenz der Schweiz auf der koreanischen Halbinsel, dem ersten und bisher längsten friedensfördernden Einsatz der Schweizer Armee.

Die informative Einleitung zeigt einen sorgfältigen, aus schweizerischer Sicht gut gewichteten Überblick über Genese, Umsetzung und letztlich Reduktion der NNSC mit all